

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REVETEMENT CHROME DUR**

30 RUE BABEUF  
93380 Pierrefitte-sur-Seine

Références : \_  
Code AIOT : 0006506431

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement REVETEMENT CHROME DUR implanté 30 RUE BABEUF 93380 Pierrefitte-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 27/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale en lien avec les JO.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVETEMENT CHROME DUR
- 30 RUE BABEUF 93380 Pierrefitte-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RCD réalise du traitement de surface dans les domaines de l'aéronautique et de l'armement avec en particulier des bains de Chrome VI concernés par le règlement REACH.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Légionelles / prévention légionellose
- REACH
- Risque incendie

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
8	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétentions Stockages	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > II.	Sans objet
3	Etat des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Sans objet
4	Surveillance rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Sans objet
6	AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2023, article 3a	Sans objet
7	REACH Chrome VI	Règlement européen du 18/12/2020, article 1907/2006	Sans objet
9	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
10	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
11	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
12	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant poursuit un suivi rigoureux de ses tours aéroréfrigérantes et le dossier REACH pour le chrome VI est également suivi. L'inspection constate que les nouvelles obligations relatives à la sécurité incendie n'ont pas été suffisamment anticipées pour pouvoir respecter l'échéance de juillet 2024 mais que les démarches ont été engagées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rétentions Stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockages
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquide inflammable,</li><li>50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.</li></ul> <p>Dans le cas de cuves de grand volume associées à une capacité de rétention, l'exigence de 50 % du volume des cuves associées pourra être techniquement difficile à réaliser. Sur la base de l'étude de danger qui le justifiera, il pourra être limité à 100 m<sup>3</sup> ou au volume de la plus grande cuve si celui-ci excède 100 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Au niveau du local de traitement des TAR, il est constaté qu'une partie des produits de traitement ne sont pas correctement stockés sur rétention (rétentions insuffisantes). L'exploitant indique le 24 juin 2024 qu'une rétention supplémentaire a été mise en place pour stocker tous les produits.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.</p> <p>« I. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>« L'installation est notamment dotée :</p> <p>« a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;« b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p>

<p>« Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>« II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <p>« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;« - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.</p> <p>« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>« III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>« IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>« L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La mise en place de la détection incendie avec des sondes dans les aspirations et un asservissement du chauffage des bains et des aspirations est applicable au 1er juillet 2024.</p> <p>L'exploitant a fait réaliser un devis pour la mise en place de détections incendie dans l'atelier. Compte tenu des conditions particulières du traitement de surface la proposition comporte plusieurs types de détection mais n'intégrait pas a priori la mise en place des sondes de détection d'élévation de température dans les aspirations ni l'asservissement des aspirations et des chauffages à la détection.</p> <p>Une 2ème devis a été demandé. L'exploitant prévoit la mise en place de la détection pour fin octobre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : État des produits dangereux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer</p>

de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place un plan de sécurité près de l'entrée (prévoir de l'agrandir et d'indiquer l'emplacement du dispositif d'isolement du réseau) et envisage la mise en place d'une boîte avec les documents à destination des services d'incendie et de secours (actuellement les documents sont disponibles dans les bureaux mais ne seraient pas accessibles facilement en absence de responsable).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Surveillance rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  La surveillance des rejets dans l'air porte sur : - le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; - les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé les 31 juillet et 1er août 2023. Les résultats d'analyse concluaient à la conformité des émissions. L'exploitant doit programmer un nouveau contrôle pour 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 5 de l'arrêté du 30 juin 2006(Arrêté du 20 avril 2023, article 1er et annexe I 2°) « I. Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations, etc.) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. « II. Les dispositions du A et du B de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont applicables à l'installation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant les contrôles effectués. « Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes

<p>enflammées.</p> <p>« Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>« III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.</p> <p>« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.</p> <p>« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant détaille les mesures prises pour le suivi et la prise en compte des remarques lors du contrôle des installations électriques (présence de l'électricien lors du contrôle). L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi formalisé à compter du 1er juillet 2024.</p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé le 27 mars 2023. L'exploitant doit programmer un nouveau contrôle pour 2024.</p> <p>La réalisation de la thermographie en complément de la vérification annuelle des installations électriques est déjà intégrée (dernier contrôle thermographique le 3 juin 2024).</p> <p>Lors de la visite d'inspection il est constaté que le stockage de MEK (inflammables) sur rétention a été déplacé et se trouve à proximité immédiate de tableaux électriques. L'exploitant confirme le 24 juin 2024 que le stockage a été éloigné des installations électriques avec un marquage au sol pour garantir une distance de sécurité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : AMR

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2023, article 3a</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li> <li>- les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li> <li>- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li> <li>- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.</li> </ul>

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'AMR a été actualisée en janvier 2024 (visite du 11 janvier et rapport A2A du 24 janvier 2024).

Le plan d'action mentionnait 4 points à réaliser : l'étiquetage des points de prélèvement, le nettoyage des coulures extérieures, l'intégration de la qualité d'eau de ville dans la stratégie, le calorifugeage des tuyaux. L'exploitant indique que ces points ont été traités (la remise en place du calorifugeage a été constaté lors de la visite).

L'exploitant a transmis également le 3 avril 2024 le bilan TAR pour 2023. Le bilan ne fait état d'aucun dépassement en 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 7 : REACH Chrome VI**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 1907/2006

**Thème(s) :** Risques chroniques, Produits dangereux

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitation des installations par l'utilisateur aval doit être conforme aux conditions des autorisations accordées pour le Chrome VI (décision C2020 8797 du 18 décembre 2020, autorisations 20/18/10 et 20/18/11).

#### **Constats :**

L'exploitant avait transmis un PAC de modification et mis en place un pilote pour étudier les possibilités de substitution du chrome VI par un procédé au chrome III mais il précise que le procédé est relativement instable et ne permettra pas de remplacer les traitements mis en œuvre sur le site RCD.



<p>Les différentes opérations réalisées sur le site relèvent de 3 autorisations REACH (CTAC Sub 1, CTAC Sub 2 et ADCR). L'exploitant indique que de nouvelles demandes ont été transmises ( CTAC Sub2) avec une décision de l'ECHA attendue vers octobre/décembre 2024. Si les dossiers sont acceptés, les usages concernés seront couverts jusqu'à la décision de la commission. SAFRAN aurait également déposé une demande de prolongation mais uniquement pour les pièces SAFRAN.</p> <p>La note Prodikem transmise par l'exploitant le 1er juillet 2024, précise que suite à l'annulation de la décision CTAC Sub, la commission a demandé à l'ECHA de passer à un régime de restriction mais a accordé un délai supplémentaire à l'ECHA de 6 mois pour instruire les dossiers . Les utilisateurs ont jusqu'au 15 août 2024 pour faire remonter de nouvelles informations (2ème appel à preuve). Les usages concernés resteraient possibles jusqu'à une décision de la commission et a priori au moins jusqu'en avril 2025.</p> <p>La nouvelle demande du CTAC Sub2 doit permettre de combler l'éventuel délai entre la fin de l'autorisation et la mise en place effective du régime de restriction.</p> <p>L'exploitant indique que d'autres procédés existent ou sont en développement pour remplacer les traitements qui pourraient être interdits ou restreints mais que dans ce cas ils seraient mis en œuvre sur d'autres sites.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant ne dispose pas de liste ESP formalisé. Le site dispose d'un groupe froid (Eurodifroid, de volume 40 L et 30 bars de PS) et d'un ballon d'air comprimé associé à un compresseur (réservoir X Pauchard de volume 1000 L et 10,7 bar de PS, fabriqué en 2011).</p> <p>Par courrier électronique du 2 août 2024, l'exploitant indique que le réservoir d'air comprimé sera remplacé le 9 septembre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 9 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
<b>Constats :</b>  Pour le ballon l'exploitant ne dispose pas de rapport de contrôle (ni de requalification). Par courrier électronique du 2 août 2024, l'exploitant indique que l'équipement sera remplacé le 9 septembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Vérification des échéances de la requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :  - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais

<p>de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection l'exploitant indique que la dernière requalification date de 2011. La plaque de l'équipement indique une fabrication en 2011.</p> <p>Par courrier électronique du 2 août 2024, l'exploitant indique que l'équipement sera remplacé le 9 septembre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Contrôle de l'état de l'équipement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que les équipements sont en bon état apparents mais a priori non entretenus (le seul certificat de tarage de la soupape est celui de 2011 et les installations sont poussiéreuses).</p> <p>Par courrier électronique du 2 août 2024, l'exploitant indique que l'équipement sera remplacé le 9 septembre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Contrôle des accessoires de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif</p>

de contrôle.

A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il est constaté la présence d'un certificat de tarage de la soupape du 9 novembre 2011.

Par courrier électronique du 2 août 2024, l'exploitant indique que l'équipement sera remplacé le 9 septembre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite